

L'insupportable mépris de Jean-Marc Ayrault devant la « peur » des Français

Le 02.03.11, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche à l'Assemblée nationale mais également député-maire socialiste de Nantes, était l'invité du Talk Orange Le Figaro. Interrogé par Judith Waintraub qui lui demandait si l'Europe devait craindre un afflux d'immigrés face aux bouleversements en cours dans les pays arabes, voici le message que décidait d'adresser alors Monsieur Ayrault au peuple français :

« Ecoutez, moi je vais vous dire franchement, j'en ai assez de cette France de la peur. Tous les jours, on nous tient un discours anxiogène. Nicolas Sarkozy, dimanche soir, au lieu de rassurer les Français, les a inquiétés. Est-ce que c'est ça la France ? Est-ce que c'est ça la France, celle de de Gaulle, celle de Mitterrand, celle de Mendès France, celle de Clemenceau ? Est-ce qu'on a peur de nous – mêmes ? »

Quel que soit le sens que revête dans l'esprit de Jean-Marc Ayrault « la France de la peur », ce n'est pas « la France de la peur » qui fait peur dans un premier temps, à la lecture de ces lignes, mais d'ores-et-déjà cette incapacité que témoignent certains de nos élus politiques à s'exprimer dans une langue française rigoureusement claire et cohérente. En effet, de quelle « France de la peur » parle Monsieur Ayrault exactement, commençant par laisser entendre que le peuple français serait un peuple étranglé par on ne sait quelle « peur », pour ensuite désigner comme responsable « on » et enfin nommer le suprême responsable de la dite peur qui serait finalement Nicolas Sarkozy ? A qui s'adressait donc exactement Jean-Marc Ayrault, ce 02.03.11 ? Au peuple français souverain grâce au vote duquel il est devenu député-maire de Nantes ? A

« on » sans que l'on sache d'ailleurs exactement qui est « on » dans l'esprit de Monsieur Ayrault, faute de l'avoir entendu le préciser ? Ou à Nicolas Sarkozy ?

Le message devient plus confus encore lorsque Jean-Marc Ayrault se lance dans un rappel historique qui, chronologiquement, pose d'emblée question dès lors que « la France de Clemenceau » arrive après celle de de Gaulle, celle de Mendès France et celle de Mitterrand. Mais au-delà de cet anachronisme peut-être involontaire, en tout état de cause maladroit de la part de Jean-Marc Ayrault, ce qu'il dit interroge, une fois encore, dans le contexte actuel : « La France de Clemenceau », « La France de Mitterrand », « La France de de Gaulle ». Jean-Marc Ayrault souhaitait-il se faire entendre des Français en se référant à la dimension historique d'un Clemenceau, d'un de Gaulle, d'un Mendès France, d'un Mitterrand en qualité de personnes ou à « la France de Charles de Gaulle, de Mitterrand, de Mendès France, de Clemenceau » ? Ce qui est très différent. Pourquoi ? Si vous prenez l'exemple de Georges Clemenceau, à quelle « France de Clemenceau » pensait, en ce 02.03.11, Monsieur Ayrault ? A celle de l'Affaire Dreyfus qui a vu la France déchirée par une guerre civile dont il n'est pas certain que, dans l'inconscient collectif, tous les stigmates soient effacés aujourd'hui encore ? Serait-ce donc de cette France là que rêverait Monsieur Ayrault pour remédier à « la France de la Peur », ce qui reviendrait à substituer à « la France de la peur », la France de la haine ? Ou alors Jean-Marc Ayrault pensait-il, à ce moment précis, à la France d'un Clemenceau parti représenter la France à la Conférence de paix de juin 1919 et qui y défendra, au lendemain d'une guerre qui avait été une boucherie humaine, la réintégration de l'Alsace-Lorraine, l'exigence de réparations et la sécurité de la frontière franco-allemande ?

En résumé, la France de Clemenceau, de Charles de Gaulle ou celle de François Mitterrand pouvait revêtir des visages très

différents et c'est pourquoi il est fondamental que nos élus fassent preuve de rigueur dans leur expression afin de ne pas créer de confusions ou de malentendus dans l'esprit de leurs concitoyens.

Une fois son introduction terminée, Jean-Marc Ayrault poursuit son propos en des termes dont je ne sais, après réflexion, s'ils relèvent de l'inconscience, de l'irresponsabilité ou de la lâcheté politique. Ou s'ils sont plus simplement l'expression d'un grand mépris à l'égard des citoyens français. Que nos lecteurs jugent par eux-mêmes :

« Mais justement, il faut aborder ces sujets de face mais les aborder, donc les aborder positivement ... il faut en parler mais il ne faut pas générer en permanence la peur. Est-ce qu'on ne peut pas d'abord commencer par se réjouir que les pays arabes qu'on croyait voués à la dictature et à l'islamisme pour toute leur histoire, que dans ces pays, on est en train de se libérer et de demander que la démocratie s'applique ? »

Après les manifestations et/ou soulèvements observés en Tunisie, en Egypte, en Lybie, en Jordanie, au Yémen, en Irak, en Jordanie, chacun a légitimement le droit de se féliciter de constater que les peuples arabes aspirent à la démocratie. Mais contrairement à ce que tente de faire croire Monsieur Ayrault, personne ne peut garantir que les peuples arabes soient « en train de se libérer ». Qu'ils essaient de se libérer du joug de dictatures tyranniques est une chose, qu'ils soient en train d'y parvenir en est une autre. Les démocraties ne sont pas encore installées dans ces pays et ce malgré l'aspiration démocratique légitime de ces peuples ! Sur ce point, je refuse donc de verser tant dans un optimisme désespérément béat qui consisterait à crier d'office victoire sur l'issue présumée forcément démocratique de ce que certains appellent « le Printemps arabe », que dans un pessimisme outrancier qui conduirait à penser, à l'inverse, que la démocratie resterait un concept fatalement étranger aux pays

arabes. Je pense que personne ne peut dire, en l'état actuel des choses, quelle sera l'issue du tsunami qui agite les peuples arabes.

Par ailleurs, lorsque Jean-Marc Ayrault affirme qu'il faut « aborder ces sujets positivement, sans générer en permanence la peur », j'appelle Monsieur Ayrault à cesser de laisser croire, indirectement, que les Français seraient un peuple immature et surtout un peuple bien trop craintif devant la situation politiquement instable des pays arabes. Un peuple qui serait désormais trop réceptif à « la peur » de devoir accepter une immigration inévitable, venue des pays arabes à destination de l'Europe en général, de la France en particulier. Ce genre d'appréciation rétrograde portée par un élu de la république est une insulte au peuple français dont Jean-Marc Ayrault devrait pourtant se souvenir qu'il a été confronté, au cours de son histoire multimillénaire, à des peurs autrement plus angoissantes que celle que serait censée engendrer dans l'esprit des Français la contestation populaire des peuples arabes.

Mais plus grave encore est la tonalité de la suite du discours de Jean-Marc Ayrault qui, non content d'avoir asséné des demi-vérités sur l'avancée des pays arabes vers la démocratie sans que celle-ci ne soit seulement en mesure de se vérifier dans l'immédiat, enfonce le couteau dans la plaie en déclarant, ce 02.03.11, devant Judith Waintraub :

« Ce qu'il faut, c'est une politique qui soit positive et pas une politique de repli sur soi, une politique craintive ; il faut une politique offensive de soutien à ces pays ... Soutien politique, soutien pour la transition démocratique, soutien à l'accueil des réfugiés et puis, tout de suite, une politique avec des moyens financiers de l'Europe pour aider le développement et puis permettre aussi que la paix revienne dans ces pays pour que le tourisme qui est une ressource revienne très vite .

– Question de Judith Waintraub : Dans l’immédiat, ça veut dire que les gens qui viendront néanmoins malgré toute cette politique d’aide, soient correctement accueillis, c’est-à-dire qu’on prévoit des conditions spéciales et on se prépare à accueillir davantage de personnes ?

J. Ayrault : Oui, mais pas forcément de façon considérable. Il y a toujours eu des mouvements migratoires et des flux qu’il faut traiter mais il faut le faire aussi entre européens et notre message doit être très très clair parce que, depuis le début, et la France, Patrie des Droits de l’Homme, aurait dû tout de suite se réjouir et donc aborder les questions que vous soulevez non pas en les craignant parce que vous savez, la peur ne règle pas les problèmes, elle génère pas la solution. Il faut trouver des solutions et pour traiter les solutions, trouver des solutions, il faut regarder les choses en face avec lucidité mais aussi avec confiance. Est-ce que la France a peur d’elle-même ? »

Premier point : l’Union européenne disposerait-elle de réserves d’argent si conséquentes qu’elle pourrait se permettre d’apporter une aide financière massive en vue « d’aider au développement » et secourir des pays arabes qui, aujourd’hui, sont en difficulté économique, à l’image par exemple de la Tunisie ? C’est d’ailleurs si vrai que la priorité affichée par l’actuel gouvernement tunisien est de rétablir la sécurité pour relancer l’économie qu’il dit « au bord du gouffre ».

Second point – La France compte environ cinq millions de chômeurs, peut-être plus si l’on prend en compte les chômeurs qui ne sont plus comptabilisés dans les statistiques officielles. A ces cinq millions de chômeurs, il faut ajouter, selon l’I.N.S.E.E, huit millions de salariés pauvres qui survivent avec moins de 900 euros par mois.

En conséquence et dans ce contexte socio-économique préoccupant, dire aux Français que la France, « patrie des

Droits de l'Homme, doit se réjouir » de devoir se préparer à gérer de nouveaux flux migratoires, est une posture parfaitement irresponsable. Irrresponsable et politiquement suicidaire. D'une part, dans le contexte actuel, nous savons pertinemment que nous ne pourrons pas offrir des conditions de vie et d'intégration décentes aux immigrants tunisiens qui sont déjà arrivés sur le sol français, par exemple à Menton. D'autre part, un pays comme le nôtre qui comptabilise des millions de chômeurs et/ou de salariés en situation de précarité avancée doit penser prioritairement à réinsérer dans le monde du travail et à plein temps ses concitoyens. Prendre le risque d'assumer le discours que Monsieur Ayrault assume en claironnant fièrement que la France doit ouvrir ses bras aux nouveaux immigrants actuels ou à venir, qui vont ensuite demander à bénéficier du droit d'asile en France ou devenir clandestins, c'est en réalité tendre la main au Front National qui saura exploiter à son avantage la situation quand les circonstances s'y prêteront. Et à ce moment là, il sera trop tard pour crier « Halte au feu ! » ou pour envoyer des pavés sur la tête de ceux qui sont au pouvoir en les accusant d'être « seuls responsables de la percée significative du Front National dans les sondages » car, dans cette affaire et quoi qu'il en dise, le Parti socialiste aura également pris une part active à la progression du Front National en France.

Il serait donc plus judicieux que Monsieur Ayrault évitât, à l'avenir, de faire la leçon aux Français en montrant du doigt « la peur » qui serait la leur, là où il n'y a, en vérité, qu'une analyse pragmatique de leur part. Les Français n'ont, en effet, absolument pas besoin, des leçons de morale du représentant du groupe socialiste à l'Assemblée nationale sur la nécessité de « regarder les choses en face avec lucidité » dès qu'il s'agit de les inviter à accepter de nouveaux flux migratoires dans un pays qu'ils savent gangrené par le chômage. Mais, en revanche, il va devenir, à mon avis, urgent, que certains élus s'interrogent, à terme, sur les retombées politiques désastreuses auxquelles vont conduire le mépris

qu'ils expriment régulièrement à l'encontre des Français qu'ils semblent considérer « au mieux » comme des enfants gâtés, au pire comme des imbéciles incapables de comprendre les données et les répercussions immédiates d'une situation géopolitique donnée.

La France est un grand pays, plein de courage, d'intelligences, de talents, de compétences, de générosité et d'humanisme. Ce pays là, Monsieur Ayrault, il faut le porter haut et fort dans son âme et son cœur, que l'on soit Français de souche ou d'immigration récente, pour en saisir toutes les nuances. Pour en appréhender chaque jour de sa vie l'extrême complexité. En d'autres termes, Monsieur Ayrault, ce pays, il faut l'avoir dans la peau pour l'apprécier à sa juste valeur et l'aimer comme il se doit. Et donc pour le comprendre. Car, c'est bien connu, l'être humain ne comprend que ce qu'il aime passionnément et/ou connaît parfaitement. L'idéal étant évidemment à la fois d'aimer et de connaître ... pour ensuite d'autant mieux transmettre, me semble-t-il du moins.

Les Français ne demandent pas à leurs élus, quelle que soit leur sensibilité politique, de passer leur temps à les flatter gracieusement. Ils ne leur demandent pas non plus de les rabaisser en réduisant leur image à des réflexes de peur qui ne sont, en réalité, pas les leurs. Non, les Français souhaitent simplement que la classe politique française les respecte. Ni plus ni moins.

Bonapartine